

Mobiliser la gauche



Travailler pour la bonne cause

Il y a un bougé dans le pays. Depuis le début de l'année de plus en plus d'indicateurs sont au vert. Ce n'est qu'un début mais il faut continuer le combat car tant que cela ne se voit pas sur la feuille de paie ou sur le retour des embauches, ça ne convainc pas grand monde.

Ce bougé vient, après le 11 janvier, dire que la politique peut changer les choses. La France est capable du meilleur.

Le Parti socialiste avait conquis des départements en 2004 pour construire un bouclier social face à la droite. Son bilan est suffisamment bon pour que la campagne dans les départements ne portent pas sur ce qui a été fait. Ce bilan d'ailleurs, est celui de toute la gauche. Or la gauche est confrontée à la division. On ne le dira jamais assez et l'Histoire est là pour le montrer : l'union est la condition de la victoire. La division est la garantie de la défaite.

Nicolas Sarkozy s'est toujours essuyé les pieds sur la République. Il a dirigé la France comme si elle se résumait à l'UMP. Les Français l'ont sanctionné en 2012, mais ils payent encore la facture. Depuis, pour échapper à son bilan et masquer son absence de projet, il fait du PS un parti national populiste. Ce n'est pas autre chose qu'on doit entendre par l'indigne sigle « FNPS ». Le FN, lui, tombe le masque chaque jour, révélant sa vraie nature : parti raciste dont le bilan après un an de gestion de ses mairies n'est qu'un cortège de nouvelles discriminations. Le FN n'est pas la solution des départementales car il n'a aucune solution pour les départements.

Le mouvement qui doit se lever le 22 mars et le dimanche suivant doit être celui d'un peuple qui se bat contre ceux qui veulent le diviser. Les électeurs de gauche doivent malgré leur colère et leur impatience, barrer la route à la droite et à l'extrême droite. La gauche veut sortir le pays de la crise. La droite et l'extrême droite veulent exploiter la crise. Alors, un seul mot d'ordre : tous aux urnes. Pas une seule voix ne doit manquer au camp de la justice sociale.

AG
EN
DA

22 mars 2015

*1^{er} tour
des élections
départementales*

29 mars 2015

*2^e tour
des élections
départementales*

Répondre aux attentes des Français



« *Tout se jouera sur la participation* ». Jean-Christophe Cambadélis a lancé un appel à réagir face au risque d'absentéisme aux élections départementales, et à faire « *campagne contre le désintérêt de nos concitoyens pour une élection qui les touche de près* ». C'est ce qu'il a affirmé lors d'un point presse jeudi 5 mars.

« *La campagne que nous menons vise à présenter les vrais enjeux. Elle vise à ce que les Français ne soient pas dépossédés de leurs élections par toute une série de leurres* », explique-t-il. « *Le vote socialiste, c'est le vote utile par rapport aux réelles préoccupations des Français. Ce sont les socialistes qui agissent et protègent dans les départements.* » Car voter socialiste aux élections départementales, c'est voter pour des maisons de santé pluridisciplinaires, pour des tarifs abordables dans les transports, pour une alimentation locale de qualité, pour le maintien des services publics partout, pour le développement durable...

Le Premier secrétaire n'oublie pas la situation nationale, et relève que « *le redressement est en marche* ». Le chômage commence à baisser, la compétitivité « *se redresse, comme le logement, la croissance est à 1 % et la consommation repart* ». « *C'est la différence avec les élections municipales, où il n'était même pas perceptible, là où la colère, elle, l'était.* » Tout ceci « *modifie le climat* ».

Toutefois « *personne ne se trompe, l'élection sera difficile parce que nous sommes sortants et au pouvoir dans la bataille du redressement.* » D'où l'importance pour les socialistes de mobiliser ses électeurs. Car, en face, que reste-t-il? « *Le flou et le loup* », estime Jean-Christophe

Cambadélis. « *Le flou, c'est l'UMP. Le loup, c'est le Front national* ». L'UMP n'a « *ni programme départemental, ni stratégie* », précise-t-il. « *Cette élection est seulement pour Nicolas Sarkozy, un moyen de prendre un peu d'avance dans la campagne interne de l'UMP pour l'élection présidentielle* ». L'UMP a en outre ouvert la voie au FN par son « *ni-ni* » qui met sur le même plan un parti républicain et le FN.

OUI, DANS CETTE ÉLECTION, IL FAUT METTRE LA GAUCHE AU DEUXIÈME TOUR SUR UN PROGRAMME DE PROTECTION ET D'ACTION POUR LES FRANÇAIS DANS LES DÉPARTEMENTS.

Ce dernier, s'il n'est pas « *le centre de la vie politique* », reste « *un danger pour la République* », parce que Marine Le Pen est « *obsédée par les immigrés* ». Quand on voit leurs pratiques, « *les masques tombent* » : « *le FN a déclaré la guerre aux pauvres, aux précaires, aux oubliés* » dans les villes qu'il gère : fin des centres sociaux, fermeture d'épiceries solidaires, fin de la cantine gratuite pour les enfants des chômeurs etc.

Pour faire barrage à cette mise en cause de la République, la seule solution est le vote socialiste. « *Oui, dans cette élection, il faut mettre la gauche au deuxième tour sur un pro-*

gramme de protection et d'action pour les Français dans les départements ». Interrogé sur France Inter mercredi 11 mars, le Premier secrétaire a insisté sur le risque de la désunion de la gauche : « *On est dans une situation où l'absence d'union fait perdre l'ensemble de la gauche mais au bout, qu'est-ce qui se passe ? C'est quand vous n'avez pas la gauche, vous avez la droite et le Front national. La question qui est posée, c'est de qualifier la gauche au deuxième tour, il le faut. C'est utile, c'est nécessaire, c'est fondamental qu'il y ait la gauche au deuxième tour. C'est pour ça qu'il faut voter pour les socialistes.* »

De son côté Manuel Valls n'hésite pas à mettre en garde les Français du danger incarné par l'extrême droite. « *Son programme de sortie de l'euro, de sortie de la politiques agricole commune, c'est un désastre pour le pays. C'est la ruine pour les Français.* » Pour les élections départementales, ses candidats « *sont souvent inconnus, pas sérieux* » Il a souligné les nombreux dérapages de candidats FN lors d'un échange musclé avec Marion Maréchal Le Pen à l'Assemblée nationale mardi 10 mars : « *Je ne veux pas que le 22 mars mon pays se réveille avec la gueule de bois, (...) face à vous, face à vos candidats, ils sont des dizaines à tenir des propos antisémites, racistes, homophobes, sexistes (...) face à cela, madame, je mènerais campagne, toujours !* »

« *Il faut dire la vérité aux Français, vous les trompez vous trompez les petites gens, ceux qui souffrent (...) Jusqu'au bout je mènerai campagne pour vous stigmatiser et dire que vous n'êtes ni la République, ni la France.* »

De nouvelles règles

Le scrutin des 22 et 29 mars est à plusieurs titres révolutionnaire. Ces ex-cantonaux devenues des départementales inaugurent le scrutin binominal paritaire. On ne vote plus pour un conseiller général, mais pour deux conseillers départementaux, un homme et une femme, sur des cantons qui ont été redécoupés. Cette innovation, introduite par la loi du 17 mai 2013, va permettre d'imposer la parité dans des conseils départementaux, qui jusque là ne comptaient que 14 % de femmes. Pour mémoire, il n'y a que 5 femmes présidentes de départements.

Ce nouveau mode de scrutin, qui s'applique également à l'élection des conseillers communautaires dans les villes de plus de 1000 habitants vise autant à la féminisation qu'au renouvellement des élus.

Dans ce scrutin majoritaire à deux tours, les électeurs auront donc des bulletins de vote avec quatre noms (deux titulaires et deux suppléants de même sexe que les titulaires pour respecter la parité). Un binôme

peut être élu dès le premier tour s'il recueille plus de la moitié des suffrages exprimés, et le quart des inscrits. Si aucun binôme ne remplit ces deux conditions à l'issue du premier tour, tous ceux qui ont réuni au moins 12,5% des inscrits peuvent se maintenir pour le second tour. La majorité relative suffit ensuite pour remporter l'élection. Auparavant, il suffisait d'obtenir 10% des suffrages exprimés pour se qualifier pour le second tour. Désormais, le premier tour est une étape encore plus cruciale.

RÉFORME DES CANTONS

Par ailleurs, le nombre de cantons a été quasiment divisé par deux : on est passés de 3 863 à 1995 cantons en métropole, et de 172 à 59 en Outremer. La règle veut qu'il n'y ait pas plus de 20% de disparité de population d'un canton à l'autre, dans un but d'égalité entre les territoires. La durée du mandat des élus, six

ans, ne change pas, mais, alors que les conseils généraux étaient renouvelés par moitié tous les trois ans, les conseils départementaux seront renouvelés en une seule fois tous les six ans.

Une fois élus, les conseillers départementaux deviennent de grands électeurs, qui votent pour la présidence du conseil départemental et pour les sénateurs.

La campagne électorale a débuté le 9 mars, et dure jusqu'au 21 mars à minuit, veille du premier tour. Celle du second tour durera du 23 au 28 mars à minuit. Il restera, à l'issue du scrutin, à élire les présidents des assemblées le 2 avril.

Les conseils départementaux ont dans leurs prérogatives des questions parmi les plus proches des préoccupations des Français, notamment sur la solidarité et l'éducation : enfance (PMI), personnes handicapées, personnes âgées, prestations (RSA), collège, culture, aménagement du territoire...

La péréquation, un outil pour favoriser l'égalité des territoires

Depuis 2003, la péréquation est une valeur constitutionnelle pour «favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales». La question est importante pour les territoires, qui n'ont pas tous les mêmes moyens. Le financement des collectivités locales provient de quatre sources : la fiscalité (impôts locaux), le produit des services rendus (services publics, prestations), les subventions obtenues auprès de partenaires (fonds européens) et les dotations de l'État qui à elles seules représentent environ 30% de leurs ressources. Ces dotations ont notamment un objectif de péréquation «verticale». C'est-à-dire que l'État les module en fonction du territoire (nombre d'habitants, superficie d'une commune...). L'autre type de péréquation est «horizontale», c'est-à-dire entre les collectivités territoriales. Elle consiste à attribuer aux collectivités défavorisées une partie des ressources des collectivités riches. C'est le cas par exemple du FSRIF (fond de solidarité de la région Ile-de-France) ou de la péréquation entre les régions.

Mais pour l'instant, au final, la péréquation est assurée à 90% par le budget de l'État. Pour respecter les engagements du gouvernement en matière de justice sociale et de cohésion territoriale, et dans un contexte de réduction des transferts financiers de l'État aux collectivités, il a été prévu de développer la péréquation horizontale. Aussi, on assiste à une montée en charge des mécanismes de solidarité entre collectivités par exemple au niveau communal avec le nouveau Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales – FPIC, qui est passé de 150 millions d'euros en 2012 à 360 millions en 2013 et devrait atteindre 1 270 millions en 2016. L'échelon régional, jusqu'à présent dépourvu de péréquation horizontale, bénéficie depuis 2013 d'un fonds de péréquation de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

Nos propositions pour des départements de gauche au plus près des citoyens

Dans les cantons, le parti socialiste agit pour tous les Français. Dans son programme, il identifie neuf points particulièrement cruciaux. De nombreuses initiatives pilotes sont déjà expérimentées dans les départements où il est en responsabilité. Etat des lieux non exhaustif de ce qu'il se passe dans nos territoires.



SANTÉ

Le PS veut renforcer la proximité des services de santé et l'accès aux soins pour tous. Cette lutte contre les déserts médicaux passe par l'installation de maisons de santé pluridisciplinaires en milieu rural, et de jeunes médecins dans les quartiers populaires. Les bus de la PMI (protection maternelle et infantile) ont vocation à être généralisés pour répondre à l'isolement. La gauche agit également pour l'installation de spécialistes en milieu rural, le maintien des pharmacies de proximité, ou encore le renforcement des services d'urgence.

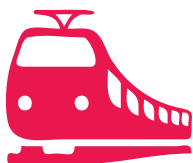
- L'Hérault a développé un bus PMI pour proposer des consultations et des conseils de puéricultrice dans les villages qui en sont dépourvus.



VIELLISSEMENT

Pour répondre au défi du « *bien vieillir* », les départements de gauche agissent pour des structures d'accueil publiques à des prix accessibles et modulés en fonction des ressources, mais aussi pour favoriser les soins à domicile et l'autonomie.

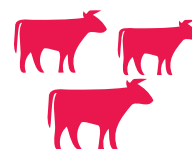
- Les Pyrénées-Orientales ont une politique pilote en matière d'aide aux personnes handicapées. Elle représente 54 millions d'euros en 2014, en grande partie pour favoriser le maintien à domicile.
- Dans le Gers, on mise sur la « *Silver économie* », qui s'appuie sur les seniors pour adapter le territoire au vieillissement de la population tout en relançant l'emploi et les services.



TRANSPORTS

La possibilité de pouvoir se déplacer en transports en commun est essentielle. Les départements de gauche proposeront pour les jeunes et les demandeurs d'emploi un tarif unique, à moindre coût, sur toutes les lignes du département. Ils vont également créer une aide départementale pour l'accès au permis de conduire, et des dispositifs pour développer le co-voiturage.

- Le Nord a élaboré un schéma fixant des objectifs et des principes d'action pour la mobilité qui vise par exemple à rendre l'ensemble du réseau accessible à l'horizon 2030, à réduire de 50% le nombre de tués sur les routes départementales, à aménager 2000km de pistes cyclables, à développer un réseau de voies du bus prioritaires...



AGRICULTURE

Afin de garantir la qualité de notre alimentation, les socialistes sont pour la création de réseaux pour une alimentation locale innovante et solidaire. Ce système profiterait à la fois aux collectivités, pour leurs structures de restauration collective, et aux producteurs (circuits courts, production locale).

- La Drôme est le premier département bio de France, soit plus de 1000 exploitations certifiées, qui représentent 33000 hectares. Chaque année, le département consacre 3 millions d'euros à sa politique agricole. Il a lancé une plateforme internet « *Agrilocal* » qui met en relation les acheteurs et les fournisseurs de bio au profit de la restauration collective.



SERVICES PUBLICS

Les départements de gauche agiront pour le développement de Maisons des services publics. Ils assureront le déploiement du haut débit partout, ou encore pour favoriser le développement des associations de crèches parentales.

- Le conseil général de l'Oise a mis en place le programme Oise très haut débit pour réduire la fracture numérique. Il alloue 8 millions d'euros au programme qui vise notamment à équiper le territoire en fibre optique.
- L'Indre-et-Loire a développé Certa 37, premier site en France à disposer d'un décroché unique pour l'ensemble des appels d'urgence 15, 18, 112, de locaux et d'un logiciel informatique commun.

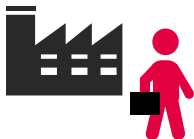


DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'environnement est une priorité. À gauche, on agit pour généraliser la réhabilitation énergétiques des logements des particuliers, notamment par une aide pour les logements à loyers modérés. On accompagne également les activités fluviales, le recyclage des déchets ou encore les entreprises de l'économie verte.

Plusieurs départements se sont dotés de leurs agendas 21.

- La Nièvre a été labellisée «*Agenda 21 local*» par le ministère de l'Ecologie.
- L'Essonne a un agenda 21 depuis 2003. Il a déjà permis le développement d'un schéma départemental des liaisons douces, la création d'espaces naturels sensibles ou encore la mise en place d'une politique de valorisation des déchets...



EMPLOI

Les départements sont aussi un lieu d'action pour développer des activités économiques et industrielles dans les territoires. Pour soutenir l'emploi et à la formation, les socialistes sont par exemple pour un «*pacte emploi*» pour les jeunes afin de les accompagner de l'école à leur premier job.

- L'Eure a racheté en 2012 la papeterie d'Alizay pour sauver 200 emplois.
- La Haute-Saône a adopté un plan de relance BTP pour soutenir le bâtiment.
- La Meurthe-et-Moselle soutient les projets d'économie sociale et solidaire notamment par des trophées.
- Le Finistère est le chef de file du projet B-New, créant un réseau transfrontalier avec l'Angleterre pour favoriser la création d'entreprises par des femmes et favoriser leur accès à l'emploi qualifié.



ÉDUCATION

Les départements de gauche œuvrent à la modernisation de l'école, qui doit se rapprocher du monde professionnel. Il est nécessaire de renforcer la citoyenneté, d'équiper les collégiens de tablettes et de développer la formation aux nouvelles technologies.

- En Saône-et-Loire un robot permet aux enfants ne pouvant se déplacer à l'école de suivre les cours.
- En Seine-Saint-Denis, le projet Celi@ permet aux élèves d'accéder de chez eux ou du collège aux corrections de devoirs, emplois du temps...
- L'Ille-et-Villaine propose le dispositif «*Classe en entreprise*», qui propose aux jeunes une immersion en entreprise afin de mieux les préparer au monde du travail.
- Dans les Deux-Sèvres, la mise en place du quotient familial pour les tarifs des repas dans les collèges permet à tous de manger à la cantine, quels que soient les revenus des parents.



CITOYENNETÉ

Les départements de gauche s'engagent à favoriser la concertation et la participation citoyenne : mise en place de conseils départementaux de la jeunesse, de réunions publiques de compte-rendu de l'action des élus, d'espaces de débats citoyens, de conseils économiques participatifs, création d'une plateforme internet contributive...

- En Seine-et-Marne, le «*club 77*» permet de consulter les habitants sur des questions d'intérêt départemental
- Dans le Nord, une politique publique par an est élaborée avec les citoyens (éducation en 2012; mobilité en 2013, vieillissement en 2014).

Claude Dilain, voix des quartiers populaires



La ville de Clichy-sous-Bois a rendu hommage à « son » maire, Claude Dilain, décédé à 66 ans, par une cérémonie à laquelle assistait François Hollande samedi 7 mars. Claude Dilain était devenu le porte-parole des banlieues, en 2005. Lors des émeutes qui ont suivi la mort de deux adolescents dans un transformateur électrique, il avait plaidé la cause de sa ville et s'était fait l'écho des difficultés des maires de banlieue. En 2008, il était devenu le président de l'association «Villes et banlieues». Pédiatre de formation, il était à la retraite depuis 2013 et habitait toujours Clichy-sous-Bois.

Claude Dilain avait œuvré pour le développement des transports avec notamment le tracé de la ligne 4 du tramway et était en pointe dans la lutte contre les copropriétés dégradées. Combat qu'il a mené au Sénat en tant que membre de la commission des Affaires sociales. Il avait également été l'un des rapporteurs

de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur). Dans son hommage, le président de la République a appelé à « entendre » le message de Claude Dilain sur les banlieues, « pour que les drames qu'il a vécu ne se reproduisent plus ». Il a rappelé les mesures annoncées par le gouvernement en faveur de la mixité sociale dans les quartiers (lire ci-dessous).

PACTE RÉPUBLICAIN

En 2005, le maire avait fait une intervention, remarquée au congrès du Mans. Évoquant les émeutes qui ont embrasé et « ébranlé la France », il a parlé d'une « explosion ». « Une explosion c'est la rencontre entre une étincelle et une poudrière ». Alors que les commentaires s'attachaient à décrire l'étincelle, lui préférait parler de la poudrière : « Ce sont des quartiers ou même des villes entières, où une population concentre tous les problèmes sociaux de la société. Des problèmes d'ordre économique, social, culturel, laïcité. Tous ces problèmes, chez une même famille. Bref, des jeunes et des moins jeunes qui nous entendent parler tous les jours d'égalité, de fraternité, mais qui tous les jours vivent l'injustice sociale et l'inégalité, injustice sociale et inégalité à l'école, au logement, dans la recherche d'un emploi. »

Comment la société française a-t-elle pu laisser se constituer des poudrières de cette importance ? s'interrogeait-il en dénonçant l'hypocrisie

qui entoure ces « ghettos de pauvreté », que l'on cherche à cacher à tout prix. « Ces ghettos de pauvres en arrangeant pas mal, parce que quand les pauvres sont là, ils ne sont pas ailleurs. »

Défenseur de la politique de la ville, il regrettait qu'elle soit trop souvent « la variable d'ajustement du budget de l'État » et ajoutait qu'elle ne pouvait à elle seule résorber « les maux les plus graves de notre société ». « Comment peut-on espérer résoudre le problème de l'échec scolaire, dramatique pour la société française, parce que jamais le déterminisme social n'a été aussi fort, jamais la société française ne s'est aussi enkystée, encastée, comment peut-on espérer régler ce problème de l'échec scolaire par de l'aide aux devoirs simplement ? » Il plaidait pour une mobilisation générale de l'État dans ses fonctions régaliennes : « L'Éducation, la police, la justice, la santé et surtout l'aménagement du territoire, le logement, le désenclavement des quartiers, voilà les vraies solutions pour régler nos problèmes ». Pour Claude Dilain, ces inégalités territoriales sont « le cancer de la République ». « Le cancer, c'est le médecin qui vous parle, au début, cela évolue à bas bruit, cela ne fait pas mal, au début, c'est ce qui s'est passé. Et puis, un jour, cela fait mal, et quand cela fait mal, c'est déjà un peu tard. Mais là, que cela a fait mal, mobilisons-nous pour les guérir, il faut absolument que le pacte républicain revienne et que nous luttons ensemble contre ces injustices sociales et territoriales. »

Manuel Valls annonce un milliard d'euros pour les quartiers

Le Premier ministre a présenté des mesures pour favoriser la mixité sociale. Ce plan sera financé à hauteur d'un milliard d'euros pour les trois prochaines années. Il vise notamment à construire des logements sociaux en dehors des quartiers sensibles, en saisissant les préfets si besoin dans les communes qui ne respectent pas les obligations de la loi SRU. Parallèlement, il limitera la constructions de nouveau logements sociaux dans les 1500 quartiers prioritaires de la politique de la ville et relogera les bénéficiaires de la loi Dalo en priorité dans d'autres quartiers pour « ne pas ajouter de la pauvreté à la pauvreté ». Les bailleurs pourront moduler les loyers en fonction des revenus des ménages, et du secteur de l'habitation. Pour favoriser la mixité scolaire, les secteurs vont être redécoupés en fonction d'un diagnostic réalisé d'ici la fin de l'année scolaire. Les établissements prioritaires seront valorisés, notamment pour les enseignants qui y travaillent. 800 emplois seront mobilisés pour scolariser 50 % des enfants de moins de 3 ans dans les zones difficiles (REP+). Dans ces mêmes zones, les collèges auront un infirmier et une assistante sociale. Les associations qui interviennent dans les quartiers sensibles auront 100 millions de crédits supplémentaires. Enfin l'apprentissage du français sera renforcé en maternelle et en primaire.

«Le vote FN n'est pas anodin, il faut déconstruire chacune des propositions»



Samedi 7 mars se tenait le colloque «Municipalités, entreprises : les fausses promesses du FN» sous l'égide de Sarah Proust.

Dans son introduction, Michel Debout, président du CESC, est revenu sur le changement de discours économique du Front national : du libéralisme thatcherien du père, à la vision étatiste, régulée, de la fille. « Mais qu'avons nous fait de ce changement de discours ? »

Selon lui, malgré la dite dédramatisation du Front national, « il n'y a rien de fréquentable dans les promesses de Marine Le Pen ». Mais la menace du Front national est bel et bien présente, notamment à la veille des élections départementales.

Sarah Proust est revenue sur trois dates clés de l'histoire du FN, que sont 1998, avec la scission au sein du parti, 2002 et l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, enfin, 2011, avec la percée du FN aux élections cantonales. Le succès du Front national aujourd'hui est le résultat de changements engagés depuis la fin des années 1990 par le parti d'extrême droite, changements touchant à la fois à la nature même du parti, sa tactique et sa stratégie. En effet, aujourd'hui le Front national cherche à être au pouvoir, il n'est plus un « perturbateur » comme au temps de Jean-Marie Le Pen. Cette volonté assumée de conquête du pouvoir passe donc par une modification de la stratégie du FN : il cherche à asseoir une crédibilité locale, en présentant des candidats dans les départements, les villes, les mairies. Dans sa tactique, le Front national impose une « identité négative » à ceux qu'il appelle « les oubliés ».

Alors comment faire ? Sarah Proust a insisté sur la nécessité de « tout faire pour combattre le Front national » car « le vote FN n'est pas un vote anodin. Il faut déconstruire chacune des propositions. Et oui, il

faut s'adresser à tout l'électorat ». Enfin, Sarah Proust estime aujourd'hui qu'il faut articuler le discours tenu par le PS au niveau territorial avec des outils territoriaux. Il faut donc trouver une réponse locale adaptée aux comportements des maires frontistes dans chaque ville car les situations sont différentes, tout comme le discours qui est tenu par le FN; mais il faut également un discours national contre le FN puisque ce parti propose une vision globale de la société.

L'UNION SYNDICALE EST NÉCESSAIRE POUR FREINER LA PROGRESSION DU FRONT NATIONAL DANS LES ENTREPRISES

Invités de la première table ronde consacrée aux municipalités, Marie-Josée de Azevedo, co-présidente du forum républicain de Fréjus, Laure Cordelet, présidente du rassemblement citoyen de Beaucaire, et Antonio Fullada, magistrat, président de l'association biterroise pour l'accès au droit, ont témoigné des réalités de la politique du Front national dans les villes qu'il gère. Baisse de 20% du financement destiné au matériel pédagogique des enfants à Fréjus, grosse communication pour de petites actions à Béziers, fermeture du centre social à Beaucaire : voici quelques-unes des réalisations de ces maires d'extrême-droite. On peut aussi évoquer la tentative de freiner la construction d'une mosquée à Fréjus, et la mise en place d'une crèche catholique dans un espace public à Béziers. Plus généralement, Antonio Fullada a fait le constat d'un « recul de la légalité républicaine ». « Les extrémistes

c'est vivre les uns contre les autres », a-t-il ajouté. A Beaucaire, Laure Cordelet regrette une « opposition moribonde, qui ne monte pas au créneau » et « n'a pas été fichue d'organiser un front républicain pendant la municipale » : « ils sont responsables de la situation ». C'est donc elle, ainsi qu'une dizaine d'autres, qui a pris la tête d'une opposition non politisée, qui rassemble des Beaucairois soucieux de l'avenir de leur ville.

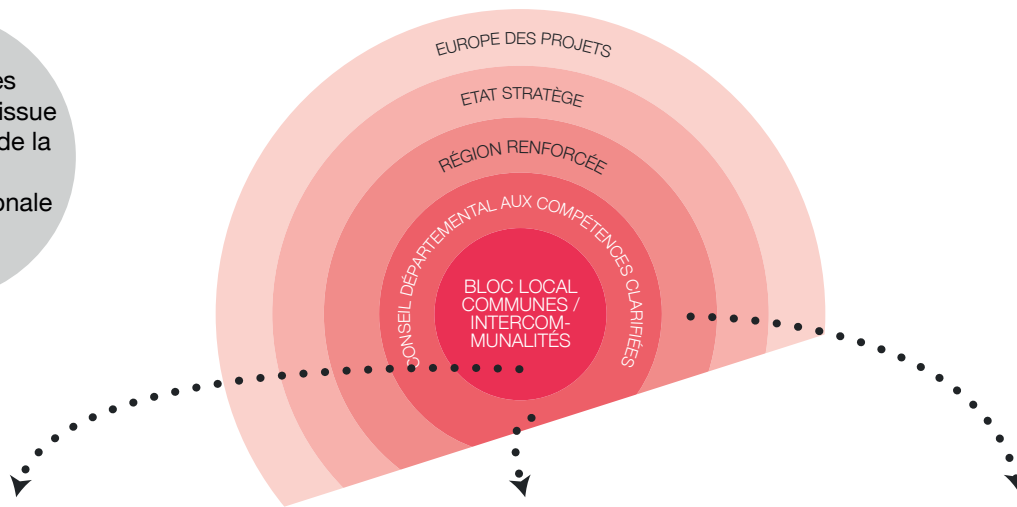
Dans les entreprises, publiques notamment, le FN progresse également. Yves Béguin, secrétaire du bureau de la Commission nationale entreprises, a déconstruit le programme frontiste. Pour lui, « ce projet est une machine de guerre dressant les travailleurs les uns contre les autres ».

Le journaliste Pierre-Yves Bulteau, de son côté, a dénoncé « l'opportunisme économique et social du Front national », qui se traduit par la progression du FN dans les urnes lors des élections professionnelles, et par la manipulation de la colère salariale lors des mouvements sociaux. Les intervenants se sont accordés sur la nécessaire union des syndicats pour freiner la progression du Front national.

Nicolas Lebourg, chercheur associé au CHRISM et à l'observatoire des radicalités de la Fondation Jean Jaurès, a conclu la journée, faisant la synthèse des différentes interventions. Il a démontré, grâce à l'indice de Gini, le lien entre inégalités et vote frontiste. Ensuite, il a répondu à la question de savoir si le vote FN était un vote contestataire ou un vote d'adhésion : « Ni l'un, ni l'autre », a-t-il expliqué. « C'est un vote de lobbying. Depuis l'arrivée du Front National dans notre vie politique, nous n'avons pas connu une seule alternance sans un changement dans notre politique sur l'immigration ou la sécurité. Les électeurs du FN le voient bien ».

LES COMPÉTENCES DE NOS TERRITOIRES POUR UN PAYS MIEUX ORGANISÉ

Répartition des
compétences à l'issue
de la 1^{ère} lecture de la
loi NOTRe à
l'assemblée nationale
10/03/2015



DES COMPÉTENCES PARTAGÉES



Culture



Développement des
langues régionales



Sport



Vie associative
et éducation populaire



Tourisme

UN BLOC LOCAL FORTIFIÉ



Clause de compétence
générale (capacité
d'intervention générale)

Intercommunalité
≥ 20 000 HABITANTS

adaptation en fonction de
critères démographiques



Développement
économique



Collecte et traitement
des déchets, eau,
assainissement



Accueil des
gens du voyage

UN DÉPARTEMENT AUX COMPÉTENCES CLARIFIÉES



Mission de solidarité
(RSA, accueil des
jeunes enfants,
autonomie des
personnes, prise en
charge des situations
de fragilité)



Ingénierie territoriale
et gestion des routes



Gestion des collèges



Accessibilité des
services publics



Services d'incendie
et de secours

UNE RÉGION RENFORCÉE



Développement
économique (prescriptif)



Accès à l'emploi



Transports



Aménagement du
territoire et égalités
des territoires



Logement et amélio-
ration de l'habitat



Développement
social, sanitaire,
culturel, scientifique